



RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

Tanganyika, Haut Katanga et Lualaba | Septembre 2019

Chiffres clés Septembre 2019

52 incidents
301 victimes
342 cas de violations

Genre des victimes

Genres	Total	%
Femmes	171	57%
Hommes	97	32%
Filles	20	7%
Garçons	13	4%
Total	301	100%

Statut des victimes

Statut de Victime	Total	%
PDI	273	91%
PDI Retournés	23	8%
Resident(e)	5	2%
Total	301	100%

Catégorie des violations

Catégorie de Violations	Total	%
Violation du droit à la vie/intégrité physique	11	3%
Violation du droit à la propriété	193	56%
Violation du droit à la liberté	117	34%
Violences sexuelles	21	6%
Total	342	100%

Présumés Auteurs

ANR	1	0%
Population Civile	23	7%
Mai Mai	113	33%
Milicien Twa	186	54%
Auteur Non Identifié	4	1%
Juge/Magistrat	1	0%
FARDC	4	1%
Autorité Locale	7	2%
PNC	3	1%
TOTAL	342	100%

Violations par Territoire

Territoire	Total	%
Kalemie	16	5%
Manono	128	37%
Moba	4	1%
Nyunzu	193	56%
Kapanga	1	0%
Grand Total	342	100%

RESUME

Le mois de septembre 2019 a été marqué dans la province de Tanganyika par l'activisme des Miliciens et des groupes armés dans presque toutes ses entités. Dans le territoire de Nyunzu par exemple, ce sont les Mai-Mai Apa na Pale et les miliciens Twa qui ont influencé le contexte sécuritaire et de protection. Du côté de Kalemie, les opérations militaires contre les groupes armés associés aux milices Twa et les exactions de ces derniers contre les populations civiles avec comme corollaire les déplacements forcés, et les atteintes aux droits humains ont aussi marqué le contexte de protection au cours du mois de septembre dans cette province. D'autres facteurs ont également influencé le contexte de protection dans le Tanganyika. Il s'agit des hommes armés non identifiés et les Mai-Mai de la faction Malaika en provenance du Territoire de Kabambare dans la province de Maniema qui ont été indexés principalement comme présumés auteurs des cas d'attaques sécuritaires et de violations de droits humains (braquages, pillages etc.) sur l'axe menant à Masisi au Sud Kivu). La situation sécuritaire est cependant restée assez calme dans la province du Haut-Katanga notamment dans les territoires de Pweto et Mitwaba couvert par le monitoring. Cette accalmie se justifierait par l'implication de certains chefs et leaders locaux appuyés par les acteurs humanitaires dans le processus de rétablissement de la paix et la cohésion sociale entre les communautés en plus de la présence des FARDC, de la PNC et des agents de l'ANR dans la zone. Il faut toutefois noter que même si la présence des éléments des forces de défense et de sécurité a eu un impact positif sur la sécurité, le revers de leurs présences a été mentionné en ce qui concerne les cas d'extorsions de biens et d'arrestation arbitraire. En effet, le constat qui est ressorti du monitoring de protection et des évaluations à base communautaire font état de la prolifération des points de contrôle dans les deux territoires (Pweto et Mitwaba) érigés par les PNC et FARDC qui constituent des endroits à forte incidence de protection surtout en ce qui concerne les atteintes au droit à la propriété et à la liberté (extorsions des biens, arrestations arbitraires), voire même à l'intégrité physique.

Violations des droits humains

52 incidents de protection avec 342 cas de violations de droits humains à l'encontre de 301 victimes ont été documentés au cours de ce mois de Septembre 2019. En termes de typologie, les atteintes au droit à la propriété avec 56 %, suivie des violations du droit à la liberté qui totalisent 34%. Les violations du droit à l'intégrité physique quant à elles représentent 3% des cas tandis que les violences sexuelles 6% du total des cas documentés.

Cette répartition semble corroborer avec le contexte général de protection si l'on prend également en compte les alertes et les évaluations de terrain. En dehors des cas de VBSG dont les principaux auteurs sont issus de la population civile ce qui revêt un caractère communautaire, les autres cas de protection sont directement liés au contexte de crise. Pour ce qui est des atteintes du droit à la propriété, elles sont favorisées par le mode opératoire des Miliciens qui est celui des attaques des villages, les incendies et le pillage. L'extorsion de biens et les atteintes au droit à la liberté par contre sont généralement attribuées aux FARDC et à la PNC ainsi que certains responsables incarnant le pouvoir de l'Etat.

Principales violations

Principales Violations	Total
Vol et Pillages	74
Viol	18
Taxes illégales	2
Incendie	113
Homicide	2
Extorsions de biens	3
Enlèvement	115
Coups et blessures	7
Conflit de limite	1
Mutilation	2
Arrestation arbitraire / Détention illégale	2
Agressions sexuelles	3
Total	342

Mouvement de population

Territoire de Nyunzu

Les attaques des groupes armés Mai-Mai Apa na pale et des miliciens Twa ainsi que les opérations lancées contre ces derniers ont conduit à des déplacements dans le territoire de Nyunzu. Entre le 1er et le 02 septembre environ 593 ménages des villages Kalima, Kabeya Mukena dans l'aire de santé de Kisengo ont effectués des mouvements vers le groupement Bakalanga et vers Nyunzu centre et ses environs. Lors de cette attaque des cas de pillages avaient également été enregistrés (environ 396 ménages) ainsi que 9 cas d'enlèvement (toutes des femmes, qui demeuraient en captivité au 31 septembre 2019 selon les dernières informations).

Les populations de ces villages avaient été accusées par les miliciens de complicité avec la FARDC pour avoir apporté leur soutien à cette dernière. Il convient de rappeler que les militaires de la FARDC s'étaient installés dans ces villages quelques jours avant de lancer les offensives contre le groupe armé et les miliciens Twa).

Territoire de Manono

Dans le territoire de Manono, la relève des FARDC de la 2^e brigade dans la journée du 06 septembre 2019 a tiré des coups de feu ce qui a entraîné un déplacement préventif d'environ 172 ménages du village Ndele (situé à environ 140 Km de Manono, dans la zone de santé de Kiambi) vers Mpiana Mwanga situé à environ 95 kilomètres de Manono. Cette hypersensibilité des populations aux coups de feu met en exergue la volatilité du contexte de protection dans la zone malgré le fait que ces dernières soient retournées dans leur village.

Protection de l'enfance

Les 11% des victimes de violations de droits humains enregistrés au cours de ce mois de septembre sont des enfants. Il s'agit principalement des cas de VBSG (8 cas de viol sur 18 dont les survivantes sont des jeunes filles dont l'âge varie entre 12 et 17 ans). Il convient également de signaler un cas d'utilisation des enfants par la FARDC dans le territoire de Manono, la zone santé de Kiambi (Aire de santé de Nsange) sur l'axe Kabeke-Muzozo où des enfants de la sixième primaire ont été forcés pour construire leurs casernes. Cette situation de violations graves des droits des enfants devrait être partagée à la coordination du mécanisme y relative (MRM) pour analyse et validation car pouvant être classée comme une violation encadrée par le mécanisme 1612 met en évidence un faible environnement protecteur pour les enfants dans cette zone.

En lien avec l'environnement protecteur pour les enfants, il convient de signaler qu'avec l'opération de fermeture de 3 sites à Kalemie (Kaseke, Kankomba TSF et Kakomba Office) par le gouvernement, la perturbation voire la rupture du cycle scolaire pour les enfants inscrit dans les écoles en déplacement est aussi à prendre en compte.

Avec les déplacements observés (mouvements de retour) dans les territoires de Nyunzu, Moba, Pweto, Kalemie et Kabalo, les risques d'exploitation des enfants par le travail sont à craindre surtout pour ceux des enfants restés dans les zones de déplacement sans leurs parents.

Violences sexuelles et sexiste

Les violences sexuelles constituent 6 % des incidents documentés au cours du mois de Septembre 2019. Cependant, le phénomène n'est pas à sous-estimer car malgré le nombre d'incidents rapportés, certaines personnes pour des raisons de confidentialité et stigmatisation, préfèrent garder le silence. Les femmes et les filles restent les plus exposées face à cette catégorie de violation. Les PDI se comptent parmi les catégories les plus concernées par les violences

sexuelles (PDIs 71% et PDIs retournés 19%). Selon les personnes survivantes, ces actes sont principalement perpétrés par les populations civiles au rang desquelles les Twa qui ont le plus été cités comme présumés auteurs.

Coexistence Pacifique

Le volet de la coexistence pacifique a été marqué ce mois par un conflit de leadership qui oppose le chef de groupement officiellement reconnu appartenant au groupe ethnique bantou au chef autoproclamé du groupe ethnique Twa dans le Territoire de Manono groupement de Kabanga. Les deux leaders reçoivent chacun le soutien de leur communauté. Cette situation rend presque impossible l'exercice de l'autorité dans le groupement car chacun fait allégeance à un chef en fonction de son appartenance à l'une ou l'autre communauté. Une telle scission constitue un risque pour la protection des populations civiles dans un contexte caractérisé par la méfiance entre les communautés qui sortent à peine d'un conflit interethnique.

Analyse contextuelle, défis et perspectives par territoire

Territoires	Contextes et défis	Perspectives
NYUNZU	<p>L'activisme des groupes armés dans plusieurs localités du territoire de Nyunzu ainsi que les multiples affrontements opposant les éléments des FARDC et les Maï-Maï Apa na pale en coalition avec les miliciens Twa ont fortement affecté le contexte sécuritaire et la situation de protection. Cette dégradation de l'environnement sécuritaire a conduit à des violations des droits humains à l'encontre des populations civiles. Dans la localité de Kalima par exemple les populations des villages Sengwe, Kisengo, Kilunga, Kankwala, Kahenwa et Kilwa (environ 953 ménages) ont été contraintes à se déplacer vers Nyunzu Centre et ses environs suite aux attaques à répétition des Maï-Maï Apa na pale en coalition avec les miliciens Twa.</p> <p>Un autre élément majeur qui a marqué ce territoire est l'incursion des présumés milices Twa le 2 Septembre dans le village Kabeya Mukena, dans l'aire de santé de Kabeya Mayi (secteur Nord de Lukuga). Il s'en est suivi de cette incursion des actes de pillages et ceci deux jours après des distributions humanitaires en faveur des populations de ce village. Les articles ménagers et d'autres objets de valeurs avaient alors été emportés par les miliciens et 9 femmes ont également été enlevées au cours de cette incursion.</p>	<p>Renforcer le mécanisme de rapportage des incidents de protection à base communautaire (INTERSOS)</p>
KALEMIE	<p>Dans le territoire de Kalemie, le contexte sécuritaire et de protection a été marqué au cours du mois de Septembre par la présence des groupes armés en l'occurrence les Maï-Maï de la faction Malaika ainsi que les bandits armés actifs dans l'axe Kalemie-misisi (route Bendera). De cette présence, il s'en est suivi des atteintes aux droits des personnes notamment des cas de pillage sous forme de braquages.</p> <p>Sur l'axe Kalemie-Nyemba ce sont les bandits armés non identifiés associés aux miliciens Twa qui ont été pour la plupart indexés comme auteurs des cas de pillages contre les usagers de cette route y compris les IDPs qui occupent les sites de Kalemie. Les présumés auteurs profitent parfois de la faible couverture de cet axe par les militaires FARDC pour commettre ces violations.</p>	<p>Faire le suivi des incidents de protection dont sont victimes les IDPs sur les axes à risque et mettre en œuvre les plans de protection communautaires</p>
MANONO	<p>Le territoire de Manono contrairement à ceux de Kalemie et Nyunzu mentionnés plus haut a connu une légère accalmie dans la majeure partie des entités couvertes par le projet à l'exception du groupement de Kabanga (zone de santé de Kiambi) marqué par un conflit de pouvoir qui oppose deux autorités locales. Ce conflit de pouvoir entre le chef de groupement (officiellement reconnu) et le Chef Twa (proclamé par sa communauté pendant la période de conflit qui a opposés les bantous et</p>	<p>Faire un plaidoyer auprès du gouvernement provincial afin de s'impliquer dans la gestion de ce conflit. (Groupe de travail DIC).</p>

	<p>les Twa) constitue un risque majeur pour la protection des populations. En effet, si cette lutte pour le pouvoir n'est pas résolue, l'hypothèse d'un conflit est à craindre ce qui pourrait entraîner des mouvements de populations et des actes de violations des droits humains (meurtres, pillages, incendie des maisons, etc.)</p>	
PWETO	<p>Tout comme dans le territoire de Manono, la situation sécuritaire et de protection a été relativement calme pendant le mois de Septembre 2019. Il faut toutefois noter qu'au début du mois les éléments FARDC déployés à Shamwana qui ont effectué des relèves pour Lubumbashi ont marqué le contexte de protection en ce qui concerne les violations des droits humains. Ces derniers ont été indexés à plusieurs niveaux comme des auteurs présumés des atteintes au droit à la propriété et à l'intégrité physique contre les populations civiles (extorsions de biens, arrestations arbitraires etc.) lors de leur départ.</p>	<p>Impliquer les autorités locales et les agents des forces de défense et de maintien de la sécurité dans le respect des droits humains.</p>
KAPANGA et SANDOWA dans la province du LUALABA	<p>Le contexte général dans les territoires de Kapanga et Sandowa est celui de l'arrivée en 2017 des personnes déplacées en provenance des provinces de Kasai oriental et du Kasai occidental qui ont fui les violences consécutives aux phénomènes Kamwena Nsapu.</p> <p>Lors de l'évaluation menée par l'équipe INTERSOS au mois de Septembre 2019, la tendance était celle du retour spontané des PDIs évalué selon les informateurs clés (médecins chef de zone, administrateur du territoire...) à plus de 70 % dans leurs zones d'origine. Ces mouvements de retour auraient été motivés par la mise en déroute des miliciens Kamwena Nsapu et le rétablissement dans les zones de provenance des PDIs.</p> <p>En ce qui concerne la protection, les violations qui ont les plus été mentionnées sont principalement liées aux multiples points de contrôle érigés par les services de sécurité sur l'axe Sandoa-Dilolo par les éléments FARDC, de l'ANR et de la DGM. Les PDIs sont régulièrement sujets à des cas d'extorsions sur ces points de contrôle. Ces barrières à forte incidence de protection ont été localisées pour la plupart à Lushinji (à 39KM de sandoa), Mufunda Ndembwe (à 57km de Dilolo) et Dilolo Poste (à 30km de Dilolo centre).</p> <p>Pour ce qui est des personnes expulsées, selon L'ONG AVREO qui travaille dans la zone, le territoire de Kapanga avait enregistré environ 1902 personnes en provenance de l'Angola. 60% de ses personnes vivrait actuellement à Musevu et kasamaï localités situées à la frontière avec l'Angola (la zone de santé de Kapanga). Le problème principal dont font face ces expulsés est la précarité et les conditions de vie économiques assez difficiles. Ces problèmes économiques pour des personnes ayant tout perdu en Angola a un impact de protection assez important. En effet, il ressort des évaluations que les femmes et les filles de ces communautés sont les plus exposées aux risques d'exploitations sexuelles et de sexe pour la survie.</p>	<p>Renforcer le mécanisme de protection communautaire à travers l'implication des structures communautaire et les autorités de l'Etat dans la promotion des droits humains des personnes sous mandat/compétence de l'UNHCR.</p>

Recommandations

Domaine de travail	Recommandation	Acteurs	Priorité
PROTECTION	Mener des évaluations dans l'aire de santé de Kisengo en cas d'éventuelle assistance humanitaire pour éviter les risques d'attaques des bénéficiaires par les miliciens est fortement recommandée.	(Cluster protection)	Normal
	Renforcer la collecte des incidents de protection à travers l'utilisation des tablettes munie de l'application Kobo	(INTERSOS/UNHCR)	Urgent
	Analyser la situation de protection des PDI retournes dans les zones de retours (Moba, Nyunzu et Kalemie)	(INTERSOS/Cluster protection)	Normal
VBSG	Conduire des analyses approfondies des causes et conséquences ainsi que des actions concrètes sur la question des VBSG dans les territoires de Kapanga et Sandoa	Cluster Protection pour les PDI UNHCR pour les expulsés	Urgent
PROTECTION DE L'ENFANCE	Faire une évaluation des risques de protection de l'enfance en rapport avec l'opération de fermeture de 3 sites à Kalemie (KASEKE, KANKOMBA TSF et Office)	GTPE	Urgent
COHABITATION PACIFIQUE	Faire un plaidoyer auprès du gouvernement provincial afin de s'impliquer dans la gestion de ce conflit dans Manono entre les représentations étatiques.	LTP, DIC et Autorités locales	Urgent

Pour tout contact :

Marie Madeleine Sacko, Protection Officer, sakom@unhcr.org

Roda Ismael Aden, Protection officer (IDPs), ismael@unhcr.org

Annexes

Nombre de cas des incidents par zone de santé

Violations par Territoire																				Total	%								
VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYSIQUE					VIOLENCE SEXUELLE				CONFLIT FONCIER											
Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forces	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Vol et Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Meurtre ou Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agresion Sexuelle	Agresion phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource	Violence Psychologique	Conflit des limites	Conflit lié à l'exploitation des forets	Conflit lié à l'exploitation des pâturages	Conflit lié à la destruction des habitations	Conflit lié aux champs abandonnés				
Kalemie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	5%
Manono	2	0	0	0	3	111	2	0	0	4	2	0	2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	128	37%	
Moba	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	4	1%	
Nyunzu	0	115	0	0	0	0	0	73	0	3	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	193	56%	
Kapanga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0%	
Grand Total	2	115	0	0	3	113	2	74	0	7	2	0	2	0	18	3	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	342	100%	

Nombre de victime par violation

Violations par statut des victimes																				Total	%							
VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE				CONFLIT FONCIER										
Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forces	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agresion Sexuelle	Agresion phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource	Violence Psychologique	Conflit des limites	Conflit lié à l'exploitation des forets	Conflit lié à l'exploitation des pâturages	Conflit lié à la destruction des habitations	Conflit lié aux champs abandonnés			
PDIs retournes	1	0	0	0	3	2	0	1	0	6	0	0	2	0	4	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	20	6%
PDIs Residents	0	115	0	0	0	111	2	73	0	1	0	0	0	0	13	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	317	93%
Grand Total	2	115	0	0	3	113	2	74	0	7	2	0	2	0	18	3	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	342	100%

Nombre de violations par auteur

Violations par auteur presume																				Total	%							
VIOLATION DU DROIT				VIOLATION DU DROIT A LA					VIOLATION DU DROIT A					VIOLENCE SEXUELLE				CONFLIT FONCIER										
Arrestation Arbitraire	Enlevement	Recrutement Forcé	Travaux Forcés	Extorsions de biens	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupillegale	DeguerpForce	CoupBlessure	Homicide	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viol	AgresSexuelle	AgresPhysique	MarriageForce	DeniRessource	ViolencePsych	ConflitLimite	ConflitExpForet	ConflitExpPaturage	ConflitDestHabitation	ConflitChampAbandonne			
ANR	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0%
FARDC	0	0	0	0	1	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	1%
PNC	1	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	1%	
Pop Civ	0	0	0	0	1	0	0	0	0	4	0	0	1	0	14	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23	7%
Autorite Locale	1	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	2%	
Auteur Non Identifie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	4	1%	
Juge/Magistrat	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0%	
Milicien Twa	115	0	0	0	0	0	71	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	186	54%	
Mai Mai	0	0	0	0	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	113	33%	
Grand Total	3	115	0	0	3	113	2	74	0	7	1	0	2	0	18	3	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	342	100%

Tableaux croisés

Les matrices ci-dessous doivent être lues verticalement.

Ex. 72% des cas de viols documentés ont été enregistrés dans le territoire de Kalemie

Violations	Kalemie	Manono	Moba	Nyunzu	Kapanga	Total
Arrestation Arbitraire	0%	100%	0%	0%	0%	100%
Enlèvement	0%	0%	0%	100%	0%	100%
Travaux Forcés	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Extorsions de biens	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Incendie	0%	100%	0%	0%	0%	100%
Pillages	0%	0%	1%	99%	0%	100%
Occupation Illégale	0%	100%	0%	0%	0%	100%
Coups et blessures	0%	100%	0%	0%	0%	100%
Homicide	0%	100%	0%	0%	0%	100%
Torture/Traitement inhumain	0%	100%	0%	0%	0%	100%
Viol	72%	11%	0%	11%	6%	100%
Agression sexuelle	0%	100%	0%	0%	0%	100%
Agression physique	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Deni de ressources	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Violence Psychologique	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Conflit des limites	100%	0%	0%	0%	0%	100%

	Kalemie	Manono	Moba	Nyunzu	Kapanga	Total
Arrestation Arbitraire	0	2	0	0	0	2
Enlèvement	0	0	0	115	0	115
Recrutement Forcé	0	0	0	0	0	0
Travaux Forcés	0	0	0	0	0	0
Extorsions de biens	0	3	0	0	0	3
Incendie	0	111	2	0	0	113
Taxe illégale	0	2	0	0	0	2
Pillages	0	0	1	73	0	74
Occupation Illégale	0	0	0	0	0	0
Coup et Blessure	0	4	0	3	0	7
Homicide	0	2	0	0	0	2
Mutilation	0	2	0	0	0	2
Torture/Traitement inhumain	0	0	0	0	0	0
Viol	13	2	0	2	1	18
Agression Sexuelle	3	0	0	0	0	3
Agression Physique	0	0	0	0	0	0
Deni de Ressource	0	0	0	0	0	0
Violence Psychologique	0	0	0	0	0	0
Conflit des limites	0	1	0	0	0	1